

13 LBY 2 - 13-07-26 Benghazi

Laboratoire des frondeurs.org



Segment horizontal du quadrillage \approx 100 km.

<http://www.itv.com/news/update/2013-07-27/more-than-1-000-inmates-escape-libyan-prison-after-riot/>

10:49pm, Sat 27 Jul 2013 Inmates escape Libyan prison

More than 1,000 inmates escape Libyan prison after riot

Last updated Sat 27 Jul 2013

More than one thousand inmates escaped a prison in Libya as protesters stormed political party offices across the country today, the Associated Press reports.

The prisoners started a riot and set fires after security forces opened fire on three detainees who tried to escape the facility outside of Benghazi, an official al-Kweifiya prison said.



The prison escape came on a day of mass protests over the death of a prominent political activist. *Credit: Reuters*

After news of the riot spread, gunmen quickly arrived, opening fire with outside the prison in a bid to free their imprisoned relatives, a Benghazi-based security official said.

Those who escaped either face or were convicted of serious charges, the prison official said.

<http://thecelebritycafe.com/feature/2013/07/libyan-prison-riot-leads-escape-1117-inmates-100-recaptured>

Libyan prison riot leads to escape of 1,117 inmates, 100 recaptured

By Chelsey Hamilton, 7/28/2013

The escape of 1,117 inmates from a Benghazi, Libya prison Saturday morning leaves the threat of even more violence in the city amongst political disagreements and riots the day before. About 100 of these inmates have now been recaptured.

Violence erupted Friday night after political activist Abdelsalam al-Mosmary, a fierce opponent of the political party called Libya's Muslim Brotherhood, was shot and killed while leaving a mosque.

Supporters of al-Mosmary and protesters of the Muslim Brotherhood attacked the Benghazi and Tripoli offices of the Brotherhood, causing a prison riot to break out in the Kuafiya prison.

According to Reuters prisoners set their clothes and bed sheets on fire, which led guards to open the gates so they could escape the blaze.

New York Times reports that Ali Zeidan, the prime minister of Libya, said local residents had assisted in the prisoner's escape efforts.

"The prison was attacked by the citizens who live nearby, because they don't want a prison in their region," Zeidan said. "Special forces were present and could have got the situation under control by using their arms, but they had received orders not to use their weapons on citizens, so the citizens opened the doors to the prisoners."

<http://www.challenges.fr/monde/20130729.REU9250/affrontements-a-benghazi-en-libye-apres-des-explosions.html>

Affrontements à Benghazi en Libye après des explosions

Créé le 29-07-2013 à 11h50 - Mis à jour à 11h50



Arrivée des pompiers après l'explosion de deux bombes à Benghazi, en Libye, qui visaient apparemment des bâtiments judiciaires. Quelques heures après, des affrontements ont éclaté entre un groupe armé et des soldats qui montaient la garde. Au moins un militaire a été tué.
/Photo prise le 28 juillet 2013/REUTERS/Esam Al-Fetori (c) Reuters

TRIPOLI (Reuters) - Au moins un soldat a été tué lors de combats qui ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi à Benghazi, théâtre de fortes explosions un peu plus tôt dans la journée, a annoncé un responsable de la sécurité.

Les affrontements ont éclaté dans le quartier de Gwecha, dans l'ouest de la ville, entre un groupe armé et des soldats qui montaient la garde quelques heures après de fortes explosions.

"Les affrontements ont éclaté entre les forces spéciales de l'armée et un groupe armé inconnu", a déclaré lundi par téléphone Mohammed al Hijazy, porte-parole des opérations de sécurité à Benghazi. "Au moins un soldat a été tué. Les forces spéciales ont à présent repris le contrôle."

Deux fortes explosions ont retenti dimanche à l'heure de la rupture du jeûne à Benghazi, visant apparemment des bâtiments judiciaires, et des centaines de manifestants se sont rassemblés peu après dans les rues de la ville pour protester contre la violence.

Quarante-trois personnes ont été blessées dans ces explosions, rapporte l'agence officielle Lana, qui cite le ministre de la Santé.

La capitale de la Cyrénaïque, berceau du soulèvement de 2011 contre Mouammar Kadhafi, est secouée depuis trois jours par une vague de violences qui a commencé avec l'assassinat d'un militant politique anti-islamiste.

Mille cent dix-sept détenus ont par ailleurs réussi à s'échapper samedi de la prison de Kouafia, dans la périphérie de Benghazi, à la faveur d'une mutinerie. Une centaine d'entre eux a depuis été rattrapée.

Le Premier ministre Ali Zeidan a promis de remanier son gouvernement étant donné la situation "urgente" du pays.

Ghaith Shennib; Hélène Duvigneau pour le service français

<http://mediarabe.info/spip.php?breve18117>

Libye : affrontements et protestations dans la nuit à Benghazi, un mort

lundi 29 juillet 2013 - 10h05

Selon l'agence AGI, au moins une personne a été tuée dans les combats qui ont eu lieu pendant la nuit dernière à Benghazi, dernier épisode d'une vague de violence qui a commencé la semaine dernière avec l'assassinat d'un activiste politique anti-islamiste.

Les affrontements ont éclaté dans le quartier ouest de la ville entre une milice armée et les forces spéciales de l'armée qui surveillaient la zone après les récentes attaques contre des bâtiments officiels. « Au moins un soldat a été tué, et les forces spéciales ont repris le contrôle de la région », a déclaré un porte-parole des opérations de sécurité, Mohammad Al-Hijazy.

<http://www.hebdo.ch/news/soci%C3%A9t%C3%A9/libye-nouveaux-affrontements-%C3%A0-benghazi-apr%C3%A8s-des-explosions>

29.07.2013 11:22 - Société

Libye - Nouveaux affrontements à Benghazi après des explosions

Mis en ligne le 29.07.2013 à 11:22



Libye - Nouveaux affrontements à Benghazi après des explosions

© Keystone

ATS

Au moins un soldat a été tué lors de combats qui ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi à Benghazi, deuxième ville de Libye. Depuis trois jours, la ville est secouée par une vague de violences, qui a commencé avec l'assassinat d'un militant politique anti-islamiste.

Les affrontements ont éclaté dans le quartier de Gwecha, dans l'ouest de la ville, entre un groupe armé et des soldats qui montaient la garde. Quelques heures auparavant, cette partie de la ville avait été le théâtre de fortes explosions.

"Les affrontements ont éclaté entre les forces spéciales de l'armée et un groupe armé inconnu", a déclaré lundi par téléphone Mohammed al Hijazy, porte-parole des opérations de sécurité à Benghazi. "Au moins un soldat a été tué. Les forces spéciales ont à présent repris le contrôle."

Deux fortes explosions ont retenti dimanche à l'heure de la rupture du jeûne à Benghazi. Elles visaient apparemment des bâtiments judiciaires. Des centaines de manifestants se sont rassemblés peu après dans les rues de la ville pour protester contre la violence.

Mille cent dix-sept détenus ont par ailleurs réussi à s'échapper samedi de la prison de Kouafia, dans la périphérie de Benghazi, à la faveur d'une mutinerie. Une centaine d'entre eux a depuis été rattrapée. Le Premier ministre Ali Zeidan a promis de remanier son gouvernement étant donné la situation "urgente" du pays.

30-07-2013 : Deux morts dans des affrontements entre militaires et milices à Syrte en Libye

Panapress

Au moins deux personnes ont été tuées lundi à Syrte (centre) dans des affrontements entre un détachement militaire et des groupes armés, a annoncé l'Agence libyenne d'informations citant des sources médicales.

Les affrontements ont eu lieu tôt lundi entre un détachement de l'armée et un groupe armé et fait deux morts et quatre blessés dont un grièvement, a précisé l'agence, ajoutant que des armes de différents types ont été utilisés lors de ces affrontements qui ont duré plusieurs heures.

Les autorités libyennes peinent à former une armée et des services sécuritaires capables de maintenir l'ordre et d'imposer l'autorité de l'Etat face aux milices fortement armées et ragaillardies par leur participation aux combats contre le régime de Mouammar Kadhafi.

La Libye a enregistré ces derniers jours une vague sans précédent de violences, notamment à Benghazi, berceau de la Révolution qui a emporté Kadhafi.

Face à cette situation, le Premier ministre, Ali Zeidan, a mis en garde contre la tension politique et la campagne médiatique qui règnent présentement dans le pays rendant la situation de crise à laquelle son gouvernement fait face plus difficile.

A cet égard, il a sollicité le soutien des membres du Congrès national général (CNG, Parlement).

Il a annoncé, lors d'une conférence tenue lundi et transmise par la télévision d'Etat la création de deux structures chargées, respectivement, d'enquêtes générales et criminelles.

Il a aussi annoncé qu'un certain nombre de ministres et de responsables seront dépêchés à Benghazi pour surveiller la situation dans cette ville et dans la région est du pays.

"Le réchauffement de la scène politique, les tiraillements qui sévissent dans le pays, marqués par des assassinats et des explosions ainsi qu'une situation sécuritaire instable ne militent pas en faveur de la nation", a déclaré le Premier ministre, ajoutant "nous travaillons pour renforcer les services des renseignements libyens".

Nouveaux troubles à Tripoli et Benghazi

Par Reuters | mar, 30/07/2013 - 13:24



Le local d'un parti islamiste a été attaqué à Tripoli par un commando non identifié tandis qu'à Benghazi, un militaire était tué lors d'affrontements, ont annoncé les autorités libyennes.

Le pays connaît un regain d'agitation depuis l'assassinat, vendredi à la sortie d'une mosquée de la capitale de la Cyrénaïque, d'un militant de premier plan connu pour son hostilité aux Frères musulmans, l'avocat Abdelsalam al Mosmary.

Dimanche, des bâtiments servant aux services judiciaires ont été bombardés à Benghazi et dans la nuit, des heurts ont éclaté entre un groupe armé et les forces spéciales de l'armée.

Lundi matin, un groupe non identifié a attaqué le QG tripolite du parti Al Watan (La nation), dirigé par l'ancien chef de milice islamiste Abdelhakim Belhadj.

"Ils ont cassé des fenêtres, tiré sur les serrures des portes pour les ouvrir et lancé des cocktails Molotov à l'intérieur", a raconté à Reuters Djamel Achour, qui dirige le local politique d'Al Watan. "Les dégâts sont importants mais personne n'a été blessé".

A Benghazi, un soldat a été tué lors de combats qui ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi à Benghazi, théâtre de fortes explosions un peu plus tôt dans la journée, a annoncé un responsable de la sécurité.

Les affrontements ont éclaté dans le quartier de Gwecha, dans l'ouest de la ville, entre un groupe armé et des soldats qui montaient la garde quelques heures après de fortes explosions.

"Les affrontements ont éclaté entre les forces spéciales de l'armée et un groupe armé inconnu", a déclaré lundi par téléphone Mohammed al Hijazy, porte-parole des opérations de sécurité à Benghazi. "Au moins un soldat a été tué. Les forces spéciales ont à présent repris le contrôle."

Deux fortes explosions ont retenti dimanche à l'heure de la rupture du jeûne à Benghazi, visant apparemment des bâtiments judiciaires, et des centaines de manifestants se sont rassemblés peu après dans les rues de la ville pour protester contre la violence.

Quarante-trois personnes ont été blessées dans ces explosions, rapporte l'agence officielle Lana, qui cite le ministre de la Santé.

La capitale de la Cyrénaïque, berceau du soulèvement de 2011 contre Mouammar Kadhafi, est secouée depuis trois jours par une vague de violences qui a commencé avec l'assassinat d'un militant politique anti-islamiste.

Mille cent dix-sept détenus ont par ailleurs réussi à s'échapper samedi de la prison de Kouafia, dans la périphérie de Benghazi, à la faveur d'une mutinerie. Une centaine d'entre eux a depuis

été rattrapée.

Le Premier ministre Ali Zeidan a promis de remanier son gouvernement étant donné la situation "urgente" du pays.

"Cette escalade des violences débouchera sur un effondrement de la nation tout entière. Il faut faire preuve de solidarité", a-t-il dit à la presse. "Les gens croient que l'Etat est faible mais l'Etat n'existe même pas".

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/09/03/libye-repression-violente-dune-mutinerie-dans-une-prison-de-tripoli>

Libye : Répression violente d'une mutinerie dans une prison de Tripoli

Il faut enquêter sur un incident lors duquel la force a apparemment été utilisée de manière excessive

3 septembre 2013



© 2011 Human Rights Watch

« Le gouvernement doit établir ce qui s'est passé le 26 août et expliquer comment autant de prisonniers ont pu recevoir de si graves blessures, notamment par balles. »

Joe Stork, directeur par intérim de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch

(Tripoli, le 3 septembre 2013) – Les autorités libyennes devraient ordonner une enquête indépendante sur la répression violente d'un mouvement de contestation dans une prison, lors de laquelle au moins 19 détenus ont été blessés par balles ou fragments de balles, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Cet incident s'est produit le 26 août 2013, dans le principal établissement pénitentiaire et de réhabilitation de Tripoli, connu sous son ancien nom de prison d'Al-Roueimy (aussi orthographié « Al-Ruiymi »), où quelque 500 personnes, dont cinq femmes, étaient détenues.

Interrogés par Human Rights Watch, des responsables du gouvernement et de la prison, ainsi que 20 détenus, ont donné des témoignages contradictoires sur ce qui s'est passé dans cette prison de Tripoli lorsqu'une grève de la faim observée depuis deux jours par des détenus a déclenché un affrontement violent avec les gardiens de l'établissement. Les autorités ont appelé en renfort des membres du Comité suprême de sécurité, un corps d'anciens combattants anti-Kadhafi doté d'un mandat de maintien de l'ordre et placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur.

« Le gouvernement doit établir ce qui s'est passé le 26 août et expliquer comment autant de

prisonniers ont pu recevoir de si graves blessures, notamment par balles », a déclaré Joe Stork, directeur par intérim de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch. « Quiconque aurait eu recours illégalement à des violences contre des détenus devrait être amené à rendre des comptes conformément au droit pénal libyen. »

La prison d'Al-Roueimy est placée sous l'autorité officielle du ministère de la Justice et abrite des détenus liés à l'insurrection de 2011 qui a conduit au renversement de l'ancien homme fort de la Libye, Mouammar Kadhafi. Les détenus dits « de sécurité » comprennent des partisans de l'ancien gouvernement, des membres des forces de sécurité de Kadhafi et des volontaires ayant combattu à leurs côtés.

À la suite des violences du 26 août, les autorités ont transféré environ 150 de ces détenus à la prison voisine d'Ayn Zara, également administrée par le ministère de la Justice. Human Rights Watch s'est entretenu avec 20 de ces prisonniers le 29 août, à la fois individuellement et par groupes.

Les détenus ont accusé les autorités de la prison d'Al-Roueimy d'avoir eu recours à une violence extrême et inutile pour obtenir de force la fin de la grève de la faim que les prisonniers observaient depuis deux jours. Leurs témoignages sont cohérents. Ils ont affirmé que la grève de la faim visait à protester contre le fait que leur garde à vue s'éternisait sans qu'ils aient comparu devant un juge ou bénéficié d'une procédure judiciaire normale.

Tous les détenus interrogés par Human Rights Watch ont affirmé que les forces de sécurité de la prison avaient eu recours tout d'abord à des armes à feu, y compris des armes automatiques, après l'échec de négociations visant à mettre fin à la grève de la faim, avant d'utiliser des gaz lacrymogènes comme option de rechange.

Un détenu a décrit à Human Rights Watch comment les négociations avaient échoué vers 16h00 et une querelle avait commencé entre les protestataires et les gardiens. « Cela a conduit à des échanges d'invectives et à la fin, un gardien a ouvert le feu sur nous avec sa kalachnikov », a-t-il dit. « J'ai vu un détenu tomber au sol après avoir reçu une balle dans la cuisse. Il saignait abondamment. »

Le détenu a affirmé que ces tirs avaient amené d'autres prisonniers à défoncer des portes de cellules et à mettre le feu à des matelas. Selon son témoignage et celui d'autres détenus, les gardiens ont répliqué en tirant à l'arme automatique pendant environ quatre heures, parfois directement sur les prisonniers.

De hauts responsables de la prison d'Al-Roueimy ont donné à Human Rights Watch une version différente des événements. Le directeur par intérim de la prison, Ali al-Saadi, et l'ancien directeur, Haitham Beitelmal, ont affirmé qu'ils avaient dû faire face à une « mutinerie » d'environ 150 détenus, qui s'est étendue à toutes les sections de la prison. Ils ont affirmé que les gardiens avaient tout d'abord utilisé des gaz lacrymogènes, puis tiré des balles en caoutchouc au-dessus des têtes des prisonniers « pour leur faire peur ». Ils ont déclaré que quatre membres du personnel de la prison avaient été légèrement blessés et que les autorités de la prison avaient lancé une enquête interne sur ces événements.

Le 26 août, le porte-parole de la police judiciaire, laquelle gère les prisons placées sous l'autorité du ministère de la justice, a déclaré lors d'une conférence de presse que les forces de sécurité avaient mis fin « [pacifiquement](#) » à la révolte des prisonniers. Il a affirmé que ces

forces avaient utilisé exclusivement des moyens non mortels, dont « *des bombes fumigènes, des canons à eau et des gaz lacrymogènes* », et qu'elles n'avaient fait aucune victime. « *Pas une seule balle n'a été tirée sur les protestataires* », a-t-il affirmé, insinuant que la plupart des blessures reçues par les prisonniers étaient dûes à une « *bousculade* ».

Le ministre de la Justice, Salah al-Marghani, a reconnu, dans une déclaration à Human Rights Watch le 31 août, que les autorités avaient tardé à remédier aux carences existantes en matière de sécurité dans la prison et que des gardiens insuffisamment formés et mal équipés avaient peut-être contribué à l'escalade de la violence. « *Nous avons trop tardé à fournir des armes non mortelles aux autorités de la prison* », a-t-il dit.

Huit des 20 détenus interrogés par Human Rights Watch ont été blessés par balles aux bras ou aux jambes, et dans deux de ces cas, les balles n'avaient pas encore été extraites. Au moins 19 prisonniers présentaient des blessures qui selon eux avaient été causées par des éclats provenant de balles ayant ricoché, ce qui a été confirmé par des sources médicales et semble indiquer que les gardiens ont tiré des balles réelles à l'aveuglette dans des zones occupées par les détenus, a déclaré Human Rights Watch. La plupart avaient des blessures aux jambes ou aux bras et un d'entre eux avait été touché à la tête.

Selon des sources interrogées par Human Rights Watch à la clinique de la prison Ayn Zara, où ont été soignés les détenus blessés dans les violences de la prison d'Al-Roueimy, certains d'entre eux avaient été atteints directement par des balles tandis que d'autres avaient des blessures apparemment causées par des fragments de balles qui ricochaient.

« *Le gouvernement devrait aussi s'occuper des doléances sous-jacentes des prisonniers concernant leur détention prolongée sans inculpation et l'impossibilité d'être assisté par un avocat* », a affirmé Joe Stork.

Récits sélectionnés de témoins

Human Rights Watch a décidé de ne pas dévoiler l'identité des détenus dont les déclarations sont citées ci-dessous, afin de les protéger contre d'éventuelles représailles.

Un détenu a déclaré à Human Rights Watch que les prisonniers avaient entamé une grève de la faim pacifique le 24 août, afin de protester contre leur incarcération prolongée en violation des procédures judiciaires prévues par la loi. Les autorités de la prison, a-t-il dit, ont affirmé à plusieurs reprises aux détenus qu'ils seraient déférés devant un magistrat pour que les procédures judiciaires puissent commencer, mais que: « *Certains d'entre nous sont détenus depuis deux ans sans aucun chef d'accusation et sans avoir vu un juge ne serait-ce qu'une seule fois, donc nous avons décidé cette grève de la faim* ».

Des détenus ont indiqué que les autorités avaient tenté de les persuader de mettre fin à leur grève de la faim, avant de recourir rapidement à la force létale, y compris à des tirs d'armes à feu, le 26 août vers 16h00. Ils ont affirmé que les tirs avaient duré environ quatre heures.

Un détenu, qui a indiqué s'être trouvé dans un corridor avec d'autres prisonniers quand les violences ont commencé, a dit à Human Rights Watch:

La situation dans la prison s'est aggravée lorsque les autorités de l'établissement ont commencé à insulter les détenus. Ceci a conduit à de vifs échanges d'invectives et finalement, un gardien a ouvert le feu sur nous avec une kalachnikov. J'ai vu un détenu tomber au sol après avoir reçu une balle dans la cuisse. Il saignait abondamment. Un autre détenu s'est précipité pour le transporter à l'abri et c'est à ce moment-là que la tension a atteint son paroxysme.

La rumeur s'est rapidement répandue que ce détenu était blessé mortellement [ce qui était inexact] et les prisonniers ont alors commencé à défoncer les portes des cellules et à mettre le feu à des affaires personnelles et à des matelas, afin d'essayer de créer une épaisse fumée qui nous protégerait de l'assaut de plus en plus intense des forces de sécurité. Elles tiraient directement sur nous à travers les barreaux de métal des portes et des plafonds des corridors et des cours. J'ai vu des gardiens de la prison mais ils étaient accompagnés d'hommes portant des masques.

Selon ce détenu, c'est seulement alors que les tirs duraient « *depuis un bon moment* » que les gardiens ont commencé à lancer des gaz lacrymogènes dans les cellules et dans les cours. Les détenus ont permis à un responsable de la prison et à des gardiens qui s'étaient trouvés pris au piège de s'échapper sans dommages mais les tirs des gardiens se sont poursuivis, « *jusqu'à l'arrivée et l'intervention du directeur de la prison et d'autres hommes en provenance de la prison Ayn Zara* ».

Un détenu qui a été blessé par balles a déclaré à Human Rights Watch que les gardiens de la prison l'avaient menotté et passé à tabac, ainsi que d'autres détenus blessés, alors qu'on les évacuait vers la clinique de la prison Ayn Zara.

Des détenus ont indiqué à Human Rights Watch que les forces de sécurité avaient utilisé plusieurs types d'armes à feu, dont des fusils d'assaut kalachnikov et des fusils de calibre 9 mm, et avaient apporté des armes anti-aériennes de calibre 14,5 mm dans la cour de la prison pour les intimider.

Une femme détenue a dit à Human Rights Watch que la section de la prison dans laquelle elle se trouvait n'avait pas été affectée par la violence mais par les gaz lacrymogènes. « *Les autorités de la prison semblaient débordées et ne savaient que faire* », a-t-elle dit. « *Nous sommes restés dans notre section toute la journée, nous n'avons même pas ouvert la porte pour prendre notre déjeuner, nous avons trop peur* ».

Les autorités de la prison ont déclaré à Human Rights Watch qu'elles avaient appelé des renforts pour sécuriser le « *périmètre extérieur de la prison* » mais ont nié que quiconque autre que des agents de la police judiciaire soit entré dans la prison ou ait pris part à la répression de la révolte. Ils ont affirmé avec insistance que les policiers n'avaient pas tiré directement sur les détenus et n'avaient utilisé que des balles en caoutchouc, après avoir constaté que les gaz lacrymogènes ne suffisaient pas à disperser les protestataires.

Détention arbitraire et mauvais traitements

Tous les détenus interrogés par Human Rights Watch ont désigné l'absence de contrôle judiciaire ou d'autres procédures légales pour résoudre leurs cas comme étant la cause principale de la grève de la faim. Un prisonnier originaire de Sirte a indiqué qu'il était détenu depuis le 23 août 2011 mais n'avait toujours pas été présenté à un juge ou informé des chefs d'accusation éventuellement retenus contre lui.

Quiconque est détenu sans être l'objet d'un rapide contrôle judiciaire est victime de détention arbitraire. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a affirmé que le droit au contrôle judiciaire de la détention est un droit fondamental qui ne peut être supprimé, même lors d'une situation d'urgence. Les autorités libyennes devraient s'assurer que tous les détenus soient rapidement déférés devant un juge ou devant un organe judiciaire afin de contrôler la légalité de leur détention. Si celle-ci ne se justifie pas d'un point de vue légal, ils doivent être libérés immédiatement. Seuls ceux contre qui il existe des preuves de leur participation à la commission de crimes doivent être inculpés, a déclaré Human Rights Watch.

Certains des détenus qui ont parlé à Human Rights Watch se sont plaints de mauvais traitements de la part des gardiens de la prison d'Al-Roueimy avant le mouvement de contestation. Ils ont affirmé que les gardiens avaient menacé les détenus avec des chiens pour des infractions mineures telles que fumer des cigarettes. Un détenu a dévoilé son dos pour montrer ce qu'il a défini comme des traces de coups reçus lors de passages à tabac par les gardiens de la prison. D'autres ont accusé les gardiens d'avoir menacé et insulté les prisonniers, en particulier en faisant des références à « l'honneur » des membres féminins de leur famille.

Éléments de contexte concernant les établissements pénitentiaires

Les autorités libyennes ont du mal à maintenir la sécurité dans les centres de détention d'État, dans un contexte d'évasions collectives à répétition. En mars 2013, quelque 50 détenus se sont évadés de la prison de Sebha dans le sud de la Libye, suivis par 170 autres en avril, à la suite d'une émeute dans la prison. En juillet, plus de 1.200 détenus se sont échappés de la prison al-Kuweifiah lors d'émeutes à Benghazi. En août à Tripoli, des hommes armés ont fait évader 18 détenus en attaquant le convoi qui les emmenait de la prison au tribunal.

Lors de sa rencontre avec Human Rights Watch, le ministre de la Justice, Salah al-Marghani, s'est dit préoccupé par la situation générale en matière de sécurité et les possibilités de nouvelles violences dans les prisons. Parmi les principaux problèmes, il a cité le non-recours aux procédures judiciaires, la faiblesse des garanties offertes aux détenus, aux avocats et aux juges, ainsi que l'insuffisance de la formation et le manque d'équipement de la police judiciaire. Il a indiqué que son ministère était en train de créer une force de 1.000 agents de police judiciaire spécialement entraînés pour superviser la sécurité dans les centres de détention et pour désamorcer les tensions mais que ce type de changement prenait du temps, soulignant: « *Les événements nous dépassent* ».

Normes légales

Tous les détenus doivent être soit inculpés, soit libérés dans un délai raisonnable. Tous ceux qui font l'objet d'accusations de crimes ont le droit d'être informés de la nature et de l'origine de chaque chef d'accusation retenu contre eux et d'être rapidement déférés devant un juge.

La détention arbitraire est strictement interdite par le droit international. Elle peut équivaloir à un crime contre l'humanité si elle est généralisée ou systématique et si elle constitue la politique d'un État ou celle d'un groupe organisé comme une milice.

Les forces de sécurité, y compris les gardiens de prison, devraient se conformer aux Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation d'armes à feu par les responsables de l'application des lois, a déclaré Human Rights Watch. Ces principes appellent les responsables de l'application des lois à « *s'efforcer de ne causer que le minimum de*

dommages et d'atteintes à l'intégrité physique et de respecter et de préserver la vie humaine» et à n'utiliser la force létale que lorsque c'est absolument inévitable afin de protéger des vies humaines:

Principe 15: Les responsables de l'application des lois ne doivent pas, dans leurs relations avec des prévenus ou condamnés incarcérés, avoir recours à la force sauf lorsque cela est indispensable au maintien de la sécurité et de l'ordre dans les établissements pénitentiaires, ou lorsque la sécurité des personnes est menacée.

Principe 16: Les responsables de l'application des lois ne doivent pas, dans leurs relations avec les prévenus ou condamnés incarcérés, avoir recours aux armes à feu, sauf en cas de légitime défense ou pour défendre des tiers contre une menace immédiate de mort ou de blessure grave, ou lorsque ce recours est indispensable pour prévenir l'évasion d'un prévenu ou condamné incarcéré présentant le risque visé au principe 9.

Ces Principes de base exigent des gouvernements qu'ils s'assurent qu'une procédure d'enquête effective puisse être engagée sur les éventuelles utilisations illégales de la force ou des armes à feu par les responsables de l'application des lois et que dans l'administration ou le parquet, des autorités indépendantes soient en mesure d'exercer leur juridiction dans des conditions appropriées.